

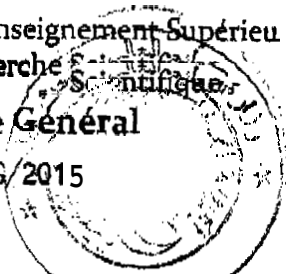
X CRE
VRE
VPPC
VRelax

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
République Algérienne Démocratique et Populaire

Ministère de l'Enseignement Supérieur
et de la Recherche Scientifique

Le Secrétaire Général

N°: 198 /SG/2015



Alger, le 09 FEV. 2015

&ladin&-%& Messieurs les **Présidents**
des Conférences Régionales Universitaires
(en communication aux **Chefs d'Établissements**).

Objet : Circulaire de Monsieur le Premier Ministre N° 27 du 25 janvier 2015.

P.J : Circulaire citée en objet.

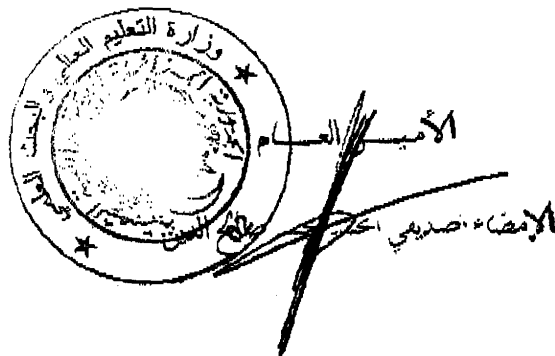
La circulaire de Monsieur le Premier Ministre, ci-jointe, constitue une véritable «Feuille de route» pour notre secteur et les différents secteurs d'activités, en matière d'insertion professionnelle des diplômés de renseignement supérieur. En effet, la circulaire identifie les problématiques rencontrées et propose des solutions, en vue d'améliorer le dispositif d'accès au marché du travail de nos jeunes diplômés notamment ceux issus du nouveau système LMD.

Après un rappel des principaux objectifs de la réforme et un aperçu sur les dysfonctionnements constatés au terme de 11 ans de mise en œuvre du nouveau système «LMD», la circulaire met en exergue les deux (02) facteurs essentiels responsables des dysfonctionnements apparus. Il s'agit de *l'insuffisance de la communication en direction de la communauté universitaire et des employeurs* d'une part et, *du manque de concertation avec les secteurs socioéconomiques*, d'autre part. Ce sont là deux (02) handicaps majeurs qui gênent la bonne gouvernance de notre université et impactent négativement la qualité de son produit. C'est pourquoi, il devient urgent d'examiner, de façon approfondie et avec tous les acteurs, ces facteurs bloquants de la modernisation de notre université, et y apporter des réponses urgentes.

La circulaire énumère un certain nombre d'actions que notre secteur et les autres secteurs concernés devront exécuter en vue d'apporter des solutions à la problématique de l'emploi des jeunes diplômés. Il s'agit des actions suivantes :

- 1- La communication **au sein de** la communauté **universitaire** (à renforcer à tous les niveaux des entités pédagogiques et scientifiques) ;
- 2- La concertation avec les secteurs **utilisateurs** (à redynamiser avec le secteur socioéconomique en élargissant sa représentativité dans les organes consultatifs des établissements d'enseignement et de formation supérieurs) ;
- 3- La **correspondance de certains diplômes** (à clarifier et lever toute ambiguïté avec la DGFP en particulier) ;
- 4- La **pléthore des spécialités** et son impact négatif **sur le recrutement des diplômés** (à réduire la liste des spécialités surtout celles qui n'offrent pas de perspectives d'emploi) ;
- 5- Le **catalogue /nomenclature des spécialités dispensées** dans nos établissements (diffuser, dans les meilleurs délais, la nomenclature des spécialités à tous les secteurs) ;
- 6- L'élargissement de la représentativité, de haut niveau, des secteurs **employeurs** dans les commissions de l'habilitation des offres de formation (modifier les textes en vue d'avoir une plus large représentativité du secteur socioéconomique et des différents corps de métiers) ;
- 7- La formation **universitaire et le marché de l'emploi** (organiser des séminaires régionaux et nationaux conjointement avec les secteurs employeurs) ;
- 8- L'organisation de **stages pratiques** (élaborer et signer des conventions avec les secteurs qui offrent des terrains de stage à nos étudiants) ;
- 9- L'amélioration de la qualité de la formation des formateurs dans les 03 paliers pour les besoins du Ministère de l'Education Nationale: (poursuivre les rencontres de haut niveau entre les 2 départements ministériels MESRS et MEN).

Eu égard à ce qui précède, je vous demande de prendre toutes les dispositions nécessaires et, de mettre en œuvre les mécanismes appropriés pour concrétiser rapidement les instructions contenues dans la circulaire ci-jointe, de M. le Premier Ministre.



الإيفاء صدوي

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

25 JAN 2015

N° 27 - - - - - /P.M.



الوزير الأول

- MESDAMES ET MESSIEURS LES MEMBRES DU GOUVERNEMENT
- MONSIEUR LE DIRECTEUR GENERAL DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

OBJET : A/S des problématiques liées à la mise en place du système d'enseignement supérieur Licence - Master - Doctorat (LMD).

La réforme de l'enseignement supérieur Licence- Master - Doctorat (LMD), mise en place depuis septembre 2004, a pour objectifs l'harmonisation des diplômes avec les standards internationaux, la modernisation et la rénovation de l'université algérienne, mais aussi et surtout, une meilleure insertion professionnelle des titulaires des diplômes LMD.

A la lumière de onze années d'application ayant permis d'observer la mise en place, le déroulement et le produit de ces formations, force est de constater la persistance de certains dysfonctionnements du fait d'une communication insuffisante entre les différents acteurs concernés que sont les formateurs, les étudiants et les employeurs.

A ce titre, une concertation avec les secteurs des Finances, de l'Enseignement Supérieur, de l'Education Nationale, du Travail et de la Direction Générale de la Fonction Publique a permis d'identifier les solutions à même d'ouvrir les portes de l'emploi aux diplômés du LMD.

Aussi et au delà des mesures contenues dans mes envois n° 175/PM du 15 décembre 2013 et n° 328/PM du 09 décembre 2014 relatives au dossier LMD, j'instruis Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement, chacun en ce qui le concerne, de la mise en oeuvre, dans les meilleurs délais, des décisions suivantes :

1. PROBLEMATIQUE DU RECRUTEMENT DES TITULAIRES DE DIPLOMES ISSUS DU SYSTEME LMD DANS LES INSTITUTIONS ET ADMINISTRATIONS PUBLIQUES :

- a. Correspondance de certains diplômes, tels que le diplôme de master en sciences humaines et le diplôme de licence en sciences techniques, à des métiers dans la fonction publique : le Directeur Général de la Fonction Publique est chargé, à l'occasion de l'examen des statuts particuliers, suite à la révision de la classification du diplôme d'études universitaires appliquées (DEUA) d'arrêter, en concertation avec les secteurs concernés, la solution la plus appropriée au règlement de cette problématique.

- b. **Profusion des spécialités et problématique des équivalences administratives** : la prolifération de spécialités enseignées (plus de 7.000) a engendré un problème de correspondance entre les spécialités prévues par les différents statuts particuliers et celles figurant dans les diplômes LMD présentés par les candidats au recrutement.

A ce titre, les Membres du Gouvernement sont appelés de nouveau à l'effet de diligenter la finalisation des arrêtés interministériels fixant les listes des spécialités requises pour l'accès aux différents grades en se référant à la nomenclature de spécialités arrêtée par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.

2. PROBLEMATIQUE DE L'ADEQUATION FORMATION / EMPLOI :

Monsieur le ~~Ministre~~ de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique est chargé de :

- consolider les concertations avec l'ensemble des secteurs et la DGFPPRA, afin d'affiner les offres de formation en fonction des besoins réels des secteurs ;
- vulgariser et mettre à la disposition de l'Agence Nationale de l'Emploi (ANEM) un catalogue des offres de formation universitaires, pour permettre à cette dernière, d'en apprécier le contenu et de répondre efficacement aux demandes d'emplois qui lui sont présentées, notamment, par les entreprises du secteur économique ;
- veiller à enrichir la représentativité des opérateurs économiques et de l'administration publique dans les différentes commissions chargées de déterminer les offres de formations ;
- organiser, en collaboration avec le Ministère du Travail et la Direction Générale de la Fonction Publique, des séminaires nationaux sur « L'adéquation formation universitaire / marché de l'emploi » en direction des employeurs pour mieux cerner la problématique.

3. PROBLEMATIQUE DES STAGES PRATIQUES EN MILIEU PROFESSIONNEL :

Monsieur le ~~Ministre~~ de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique est chargé de dynamiser le recours au dispositif des stages pratiques prévu par le décret exécutif n°13-306 du 31 août 2013, à travers la signature de conventions avec les secteurs concernés.

4. LA PROBLEMATIQUE DE LA FORMATION DES FORMATEURS DE L'EDUCATION NATIONALE :

Les besoins croissants du secteur de l'Éducation Nationale posent le problème de leur satisfaction par les seules sorties de formation des Ecoles Nationales Supérieures (ENS) alors que de nombreux titulaires de diplômes LMD sollicitent leur recrutement pour l'exercice de la fonction d'enseignant.

A ce titre, Monsieur le ~~Ministre~~ de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, et Madame la ~~Ministre~~ de l'Éducation Nationale doivent engager rapidement une réflexion sur les voies et moyens devant permettre la prise en charge de cette préoccupation en veillant impérativement à l'obligation d'assurer une régulière amélioration des niveaux de formation des enseignants des trois paliers du système d'éducation nationale.

Enfin, et pour lever toute équivoque sur l'appréciation du contenu des formations LM4 j'insiste tout particulièrement sur le fait que les diplômes délivrés par cet enseignement supérieur constituent les références de base pour la satisfaction des offres d'emploi aussi bien dans les institutions et administrations publiques que dans le secteur économique.

J'attends de Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement, chacun en ce qui le concerne, une mise en œuvre diligente et rigoureuse de la présente instruction.



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية



الوزير الأول

25 جففي 2015

رقم 27 و.ا.

إلى :
السيدات والسادة أعضاء الحكومة،
السيد المدير العام للوظيفة العمومية
والاصلاح الإداري.

**الموضوع: بخصوص الإشكاليات المرتبطة باعتماد نظام التعليم العالي ليسانس -
ماستر - دكتوراه.**

إن إصلاح التعليم العالي الذي اعتمد نظام ليسانس - ماستر - دكتوراه منذ شهر سبتمبر 2004، يهدف إلى انسجام الشهادات مع المعايير الدولية وعصرية الجامعة الجزائرية وتجديدها، بل وعلى الخصوص ضمان اندماج مهني أمثل لحاملي شهادات ليسانس - ماستر - دكتوراه.

وبعد مرور إحدى عشرة سنة على تطبيق هذا النظام الذي سمح بمعاينة سير هذا التكوين ونتاجه، يلاحظ أن بعض الاختلالات لا تزال قائمة بسبب نقص الاتصال بين مختلف الفاعلين المعنيين الذين يتمثلون في المكونين والطلبة والهيئات المستخدمة.

وبهذا الشأن، فقد سمح التشاور مع قطاعات المالية والتعليم العالي والتربية الوطنية والعمل والمديرية العامة للوظيفة العمومية بإيجاد الحلول الكفيلة بفتح أبواب تشغيل حاملي شهادات ليسانس - ماستر - دكتوراه.

وعليه، وفضلا عن التدابير التي تضمنتها كل من مراسلتي رقم 175/وا، المؤرخة في 15 ديسمبر 2013 ورقم 328/وا، المؤرخة في 09 ديسمبر 2014، المتعلقةتين بملف ليسانس - ماستر - دكتوراه، أكلف السيدات والسادة أعضاء الحكومة، كل فيما يخصه، بأشروع، في أقرب الآجال، في تنفيذ القرارات الآتية:

1. إشكالية توظيف حاملي شهادات ليسانس - ماستر - دكتوراه في الهيئات والإدارات العمومية:

أ. مطابقة بعض الشهادات مثل شهادة ماستر في العلوم الإنسانية وشهادة ليسانس في العلوم التقنية مع بعض المهن في الوظيفة العمومية: يكلف المدير العام للوظيفة العمومية، بمناسبة دراسة القوانين الأساسية الخاصة، على إثر مراجعة تصنيف شهادة الدراسات الجامعية التطبيقية، بإيجاد الحل الأنسب لتسوية هذه الإشكالية، بالتشاور مع القطاعات المعنية.

ب. غزارة التخصصات وإشكالية المعادلات الإدارية: لقد أدى تعدد الاختصاصات (أزيد من 7000) إلى طرح مشكلة المطابقة بين التخصصات المعتمدة في مختلف القوانين الأساسية الخاصة والاختصاصات المتضمنة في شهادات ليسانس - ماستر - دكتوراه المقدمة من قبل المترشحين للتوظيف.

a

وبهذا الصدد، يُدعى أعضاء الحكومة مجدداً إلى التعجيل باستكمال القرارات الوزارية المشتركة التي تحدد قوائم التخصصات المطلوبة للالتحاق بمختلف الرتب من خلال الاستناد إلى مدونة التخصصات التي حددتها وزارة التعليم العالي والبحث العلمي.

2. إشكالية الملاءمة بين التكوين والتشغيل:

يُكلف السيد وزير التعليم العالي والبحث العلمي بما يلي:

- تعزيز التشاور مع مجمل القطاعات والمديرية العامة للوظيفة العمومية والإصلاح الإداري من أجل ضبط عروض التكوين وفق الاحتياجات الحقيقية للقطاعات؛
- تعميم مدونة عروض التكوين الجامعية ووضعها تحت تصرف الوكالة الوطنية للتشغيل قصد تمكينها من تقييم محتواها والاستجابة بشكل فعال لطلبات التشغيل التي تُعرض عليها لاسيما من قبل مؤسسات القطاع الاقتصادي؛
- السهر على إثراء تمثيل المتعاملين الاقتصاديين والإدارة العمومية في مختلف اللجان المكلفة بتحديد عروض التكوين؛
- تنظيم ملتقيات وطنية حول "الملاءمة بين التكوين الجامعي وسوق العمل" لفائدة الهيئات المستخدمة، بالتعاون مع وزارة العمل والمديرية العامة للوظيفة العمومية، من أجل ضبط هذه الإشكالية بشكل أمثل.

3. إشكالية التربصات التطبيقية في الوسط المهني:

يُكلف السيد وزير التعليم العالي والبحث العلمي بتفعيل اللجوء إلى الترتيبات الخاصة بالتربصات التطبيقية المنصوص عليها في المرسوم التنفيذي رقم 13. 308 المؤرخ في 31 أوت 2013، من خلال التوقيع على اتفاقيات مع القطاعات المعنية.

4. إشكالية تكوين المكونين في قطاع التربية الوطنية:

إن الاحتياجات المتنامية لقطاع التربية الوطنية تطرح مشكلة تلبيتها من خلال الإقتصار على توظيف خريجي المدارس الوطنية العليا، في حين أن العديد من حاملي شهادات ليسانس. ماستر. دكتوراه يلتزمون بتوظيفهم لأداء مهمة التعليم.

وبهذا الشأن، يجب أن يشرع كل من السيد وزير التعليم العالي والبحث العلمي والسيدة وزيرة التربية الوطنية، على عجل، في التفكير حول السبل والوسائل الكفيلة بالسماح بالتكفل بهذا الانشغال، مع السهر حتماً على ضمان تحسن مستمر لمستويات تكوين الأساتذة في الأطوار الثلاثة لمنظومة التربية الوطنية.

وأخيراً، ومن أجل إزالة أي لبس بخصوص تقييم محتوى تخصصات التكوين في نظام ليسانس. ماستر. دكتوراه، ألح بشكل أخص على ضرورة أن تكون الشهادات التي تُسلم في إطار هذا التعليم العالي بمثابة المراجع الأساسية للاستجابة لعروض التشغيل سواء في الهيئات والإدارات العمومية أو في القطاع الاقتصادي.

وإنني أنتظر من السيدات والسادة أعضاء الحكومة كل فيما يخصه، تنفيذاً عاجلاً وصارماً لهذه التعليمات.

الوزير الأول
عبد المالك سلال

